

MEDIATION



Semestriel
publié par
la Fondation
Hirondelle

S'INFORMER POUR COMPRENDRE, DIALOGUER POUR S'ENTENDRE

Informer pour faciliter la confiance

Quand une communauté est confrontée à une crise et que des services d'aide sont nécessaires, accéder à une information fiable et à des médias de confiance est essentiel. L'accès aux droits - être protégé.e, accueilli.e dans un camp, soigné.e, nourri.e - dépend d'abord de ce droit à l'information.

Mais avec l'omniprésence des réseaux sociaux et plateformes digitales, la circulation de rumeurs et manipulations a explosé, entraînant un flot d'informations préjudiciables (*harmful information*), notamment, à l'action des organisations humanitaires. Ces préjudices touchent avant tout les populations concernées : la désinformation peut interrompre les actions de protection et l'accès aux plus vulnérables, ou semer le doute sur leur impartialité au sein des communautés.

Les médias locaux ont alors un rôle crucial à jouer : relayer les besoins réels et les questions des populations, donner la parole aux responsables des communautés pour expliquer l'aide disponible et ses modalités d'accès, enfin permettre aux acteurs humanitaires de clarifier leurs principes d'action. De ce dialogue naît la confiance, de la confiance des vies sauvées et des individus qui reprennent en main leur destin.

La Fondation Hirondelle n'est pas une organisation humanitaire. Mais le travail journalistique de ses médias et médias partenaires au cœur de situations de crises en fait un interlocuteur important pour le secteur humanitaire. Son action contribue à lutter contre la désinformation et les manipulations de l'opinion, afin que celles-ci ne viennent pas entraver l'aide ni aggraver les épreuves des populations les plus vulnérables.

Caroline Vuillemin, Directrice générale



Le rédacteur en chef du journal local Mezhyvskyi Merydian en Ukraine photographie les conséquences d'une frappe aérienne dans le village de Mezhova, le 5 juillet 2025. © Anton Shtuka / Fondation Hirondelle

L'INFORMATION, REMPART HUMANITAIRE CONTRE LA GUERRE HYBRIDE

En 2026, le monde n'a jamais compté autant de personnes déplacées par des catastrophes ou des conflits. Mais l'action humanitaire, plus nécessaire que jamais, est de plus en plus entravée par une désinformation organisée qui vise en premier lieu les victimes. Mieux informer ces dernières, n'est-ce pas mieux les aider ?

En 2026, plus de 82 millions de personnes, soit environ 1 % de la population mondiale, sont durablement éloignées de leur foyer à cause de catastrophes, ou plus encore de conflits armés. Ce chiffre est un record historique. Nombre de catastrophes, de victimes de conflits, de personnes déplacées : tous les indicateurs montrent une montée de l'insécurité d'environ 50 % face aux événements extrêmes depuis 2020. Résurgence des impérialismes, aggravation des effets du changement climatique : les chiffres confirment ce que suggère la lecture quotidienne de l'actualité. Aujourd'hui, le monde est devenu moins sûr qu'au début de la décennie.

De ce fait, le besoin d'intervention humanitaire n'a jamais été aussi important. Et pourtant, partout dans le monde les travailleur.se.s humanitaires sont attaqués.e.s. En 2024, 385 d'entre eux ont perdu la vie, dont 231 dans la seule bande de Gaza. Ces crimes de

guerre, qui restent choquants, sont devenus une pratique courante. Lorsqu'ils échappent à la mort, les travailleur.se.s humanitaires sont tout autant blessé.e.s, enlevé.e.s, menacé.e.s... Une désinformation croissante, souvent organisée, se répand à leur rencontre et mine la confiance que leur portent les populations victimes. Dans l'édition 2026 de son Rapport annuel sur les catastrophes dans le monde, la Fédération internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge estime que les « informations préjudiciables » sont un fléau généralisé sur tous ses théâtres d'intervention. La confiance, insiste-t-elle, se construit dans la constance de l'action et dans le temps auprès de populations vulnérables que cette désinformation cherche encore davantage à désorienter.

A l'heure des communications numériques généralisées, il semble acquis que la désinformation est devenue une arme de déstabilisation : 65 % de la population mondiale redoute une campagne de désinformation étrangère pour influencer le cours des prochaines élections dans leur pays. Ces campagnes sont d'autant plus efficaces que les outils les plus populaires de circulation de l'information, réseaux sociaux ou applications de messagerie, favorisent des groupes affinitaires entre utilisateur.ice.s qui ont de moins en moins de distance critique face à ce qui s'affiche sur leurs écrans. Désamorcer ces rumeurs qui se répandent pour détruire la cohésion des sociétés est une tâche complexe qu'un journalisme de proximité et fidèle à ses valeurs peut aider à accomplir. Face aux pratiques de guerre hybride qui mettent autant les populations en danger physique qu'elles sèment le chaos dans leurs représentations mentales, l'information fiable et locale reste un des principaux remparts à ériger. ■

Entretien

CONSTRUIRE
LA RÉSILIENCE
INFORMATION-
NELLE

© DR



Charlotte Lindsey Curtet est la rédactrice en chef et autrice du Rapport sur les catastrophes dans le monde 2026, publié par la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge. Elle explicite le lien établi par ce rapport entre « Vérité, confiance et action humanitaire à l'ère des informations préjudiciables ».

Le Rapport sur les catastrophes dans le monde 2026 de la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (IFRC) se concentre sur la notion d'« information préjudiciable ». Comment définir cette expression, et pourquoi en avoir fait le fil rouge de ce document ?

Charlotte Lindsey Curtet : Les informations préjudiciables désignent des informations susceptibles de porter atteinte à une personne ou une entité. Le thème répond à une demande de l'IFRC et de ses sociétés nationales de mieux comprendre les conséquences directes de ce



Des habitants transportent leurs affaires après les crues éclair meurtrières qui ont frappé La Torre, au sud de Valence, dans l'est de l'Espagne, le 31 octobre 2024. © Manuere Quintero / AFP

type d'informations sur la santé, la sécurité et la dignité des populations soumises à des catastrophes ou à des conflits armés. Une soixantaine d'organisations, pour la plupart humanitaires, ont contribué au rapport. Toutes constatent que les informations préjudiciables ont une influence sur leur capacité à venir en aide aux populations, et pourtant ces informations sont faiblement documentées. Le rapport propose de mettre en place une meilleure collecte des informations préjudiciables afin de créer une base de données quantitative et qualitative. Cela doit permettre de mesurer leur propagation ainsi que leur impact physique et psychique, à travers un recueil systématique sur tous les médias : réseaux sociaux bien sûr, mais aussi journaux, radios et télévisions car les informations préjudiciables sont partout. Aujourd'hui, elles continuent de se propager aussi par bouche-à-oreille, et de plus en plus à travers des boucles de messagerie électronique cryptées qui rassemblent des milliers de personnes sur des groupes privés, ce qui rend leur capacité de nuisance difficile à mesurer.

Pouvez-vous nous donner quelques exemples ?

Le cas des inondations survenues en octobre 2024 à Valence est marquant. La Croix Rouge espagnole a documenté plus de 80 000 messages postés les jours suivants sur les réseaux sociaux pour la discréditer. Y apparaissaient des cas de désinformation déclarant que la Croix Rouge n'était pas présente sur le terrain, ou des accusations xénophobes selon lesquelles elle privilégierait les victimes ukrainien.ne.s, palesti-

nien.ne.s ou les migrant.e.s plutôt que les Espagnol.e.s. Cette désinformation n'a pas directement perturbé l'aide humanitaire, mais elle l'a impactée en créant une charge de travail supplémentaire pour la contrer. Elle a aussi généré de la démoralisation dans la population en remettant en cause sa confiance dans la Croix Rouge.

Au Sud Soudan, où la situation reste dramatique, le rapport mentionne deux incidents. Dans la capitale Djouba, des rumeurs ont affirmé que la nourriture distribuée par l'aide internationale était empoisonnée. Cela a entraîné une agressivité envers les travailleurs humanitaires et finalement une baisse du nombre de bénéficiaires. L'ONG canadienne The Sentinel Project a alors travaillé en coopération avec des radios et notables locaux pour rassurer les habitant.e.s et rétablir la confiance avec les organisations humanitaires. Dans le comté de Lainya, des rumeurs annonçant l'arrivée de groupes armés vers des villages ont entraîné une panique, des déplacements de population et la suspension de l'aide humanitaire. Mais sur le terrain, des ambassadeurs communautaires ont pu prouver que l'information était fautive et diffuser une correction à la radio et via des SMS groupés.

En 2025, le Croissant Rouge kirghize a organisé une campagne d'information et de formation pour encourager la vaccination préventive au

In fine, les populations impactées sont les principales victimes de la montée des informations préjudiciables

sein des communautés. La réticence vaccinale pendant la pandémie de Covid-19 s'est traduite par une méfiance plus large à l'égard des vaccins, y compris des vaccinations infantiles de routine, ce qui a entraîné une augmentation marquée des refus de vaccination et a favorisé une épidémie de rougeole au Kirghizistan entre 2023 et 2025. Pour lutter contre cette rumeur, le Croissant Rouge kirghize a formé 337 leaders religieux afin de leur permettre de conseiller la vaccination à leurs communautés en combinant des preuves scientifiques à des interprétations religieuses.

Enfin au Sud-Est des Etats-Unis, l'ouragan Helene a été accompagné en automne 2024 d'une vague de désinformation affirmant que la Croix Rouge américaine était absente du terrain, ou qu'elle confisquait des objets donnés aux plus nécessiteux. La Croix Rouge américaine a répondu par une communication factuelle permettant de clarifier la situation et par des messages sur les réseaux sociaux indiquant que la désinformation nuisait aux efforts humanitaires.

Comment expliquez-vous la généralisation de la propagation d'informations préjudiciables en contexte de crise ces dernières années ?

Les sources des informations préjudiciables sont diverses : Etats, influenceur.se.s, individus... Mais leur généralisation a un objectif commun : miner la confiance envers les institutions, étatiques, médiatiques ou humanitaires, ce qui se traduit par une montée de 16 points de la proportion d'individus considérant que les institutions mentent sciemment à la population selon le Edelman Trust Barometer entre 2021 et 2025. Les motivations qui expliquent cette généralisation des informations préjudiciables peuvent être synthétisées par l'acronyme MICE, souvent utilisé dans les domaines du renseignement et de la sécurité pour expliquer pourquoi des individus peuvent être amenés à commettre des actes préjudiciables : *Money, Ideology, Coercion, Ego*. Elles renvoient à des intérêts particuliers qui impactent négativement les organisations humanitaires, lesquelles travaillent au contraire pour l'intérêt public. Ces organisations voient leurs ressources déviées pour lutter contre la désinformation, et

Analyser le rejet humanitaire sur les réseaux sociaux au Burkina Faso

Depuis février 2024, l'ONG suisse Insecurity Insight mène une veille sur les réseaux sociaux pour comprendre les perceptions autour de la réponse humanitaire au Burkina Faso. Elle a publié en mai 2026 une note intitulée « Cette ONG doit disparaître », afin de mieux comprendre la défiance en ligne à l'égard de l'aide internationale et des pays occidentaux.

La note s'intéresse à 461 publications de comptes burkinabés sur Facebook (70 %) et sur X (30 %), ayant atteint au total 16,4 millions d'utilisateur.rice.s. Ces publications abordent notamment le rapport récent d'une ONG étasunienne sur les violations graves des droits humains au Burkina Faso, et le vote du 25 mars 2026 par l'Assemblée générale l'ONU d'une résolution qualifiant la traite transatlantique des Africain.e.s de « plus grave crime contre l'humanité ».

Le déferlement des critiques, observe la note, commence par un premier post lapidaire publié sur un compte de référence. Ce premier post génère un flot de commentaires très majoritairement critiques envers les ONG ou les pays occidentaux, l'aide internationale y étant souvent décrite comme un relais de leurs intérêts. De nombreux commentaires dépassent la seule critique pour exiger l'expulsion de certaines ONG ou menacer physiquement certain.e.s de leurs collaborateur.rice.s. Un rappel du post initial dans les jours qui suivent a tendance à accélérer ce flux de commentaires hostiles.

Cette mise en accusation de l'aide humanitaire internationale, portée par des comptes influents, trouve un écho dans un climat déjà marqué par la méfiance, conclut la note. L'accusation vise moins l'aide humanitaire elle-même que l'héritage colonial qui pèse encore sur les relations entre le Burkina Faso et les organisations occidentales. Pour faciliter l'aide humanitaire aujourd'hui, le rapport préconise aux donateurs occidentaux de ne pas sous-estimer les enjeux de colonisation et d'esclavage mais au contraire de les intégrer pleinement dans leur approche et leur soucis de redevabilité, et de prendre soin de respecter la souveraineté des États aidés.

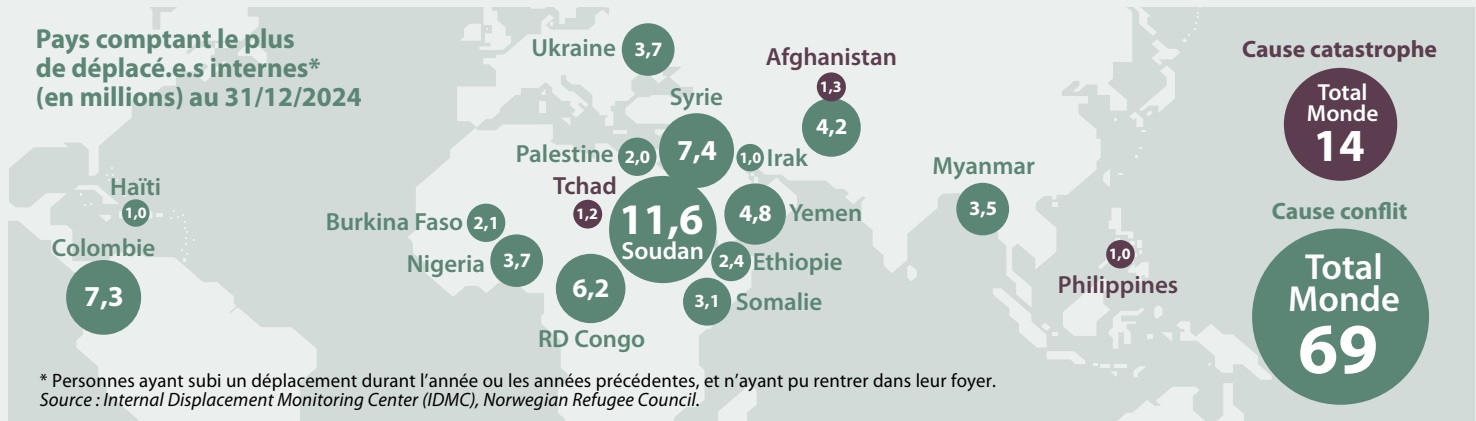
leur capacité d'action entravée par la méfiance des populations vulnérables. *In fine*, ce sont ces populations qui sont les victimes de la montée des informations préjudiciables.

Pour protéger ces populations dans un environnement où prédominent les informations préjudiciables, quelles sont les principales recommandations du rapport ?

Les recommandations sont multiples, car il est nécessaire que les Etats, les plateformes numériques, les organisations humanitaires et les communautés locales se coordonnent afin de restaurer un environnement informationnel propice à la confiance et à l'action humanitaire. Les autorités doivent adopter une communication transparente et précise en cas de crise. Les plateformes numériques doivent mettre en valeur les informations nécessaires pour venir en aide aux popula-

tions. Les organisations humanitaires doivent être proactives, et non plus seulement réactives : elles doivent renforcer une communication factuelle et rassurante pour les populations à travers des partenariats locaux. Enfin, les communautés locales ne doivent pas hésiter à se rapprocher des organisations humanitaires.

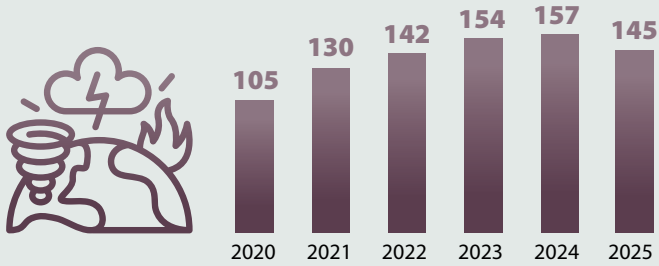
La confiance se construit par un engagement constant auprès des populations sur le temps long, elle ne peut pas se décréter en période de crise. Or la communication est aujourd'hui le plus souvent un outil de réaction à la crise. Elle doit au contraire devenir un outil central dans la prévention des crises : toutes les parties prenantes peuvent s'engager dans la construction d'un environnement de résilience informationnelle, où les informations fiables sont accessibles à celles et ceux qui en ont besoin. ■



En chiffres

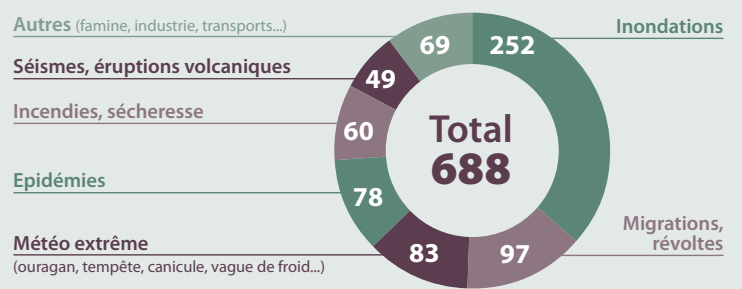
Plus de catastrophes et de conflits depuis le début des années 2020

Nombre de catastrophes ayant suscité une intervention d'urgence de l'IFRC*



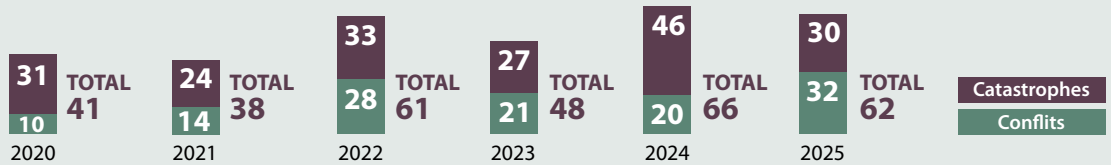
* Fédération internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge.

Type de catastrophes ayant suscité une intervention d'urgence de l'IFRC entre 2020 et 2024



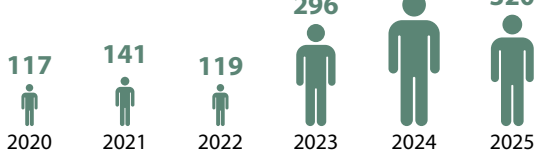
Source : IFRC

Nombre de déplacements de personnes à cause de catastrophes ou de conflits (en millions)



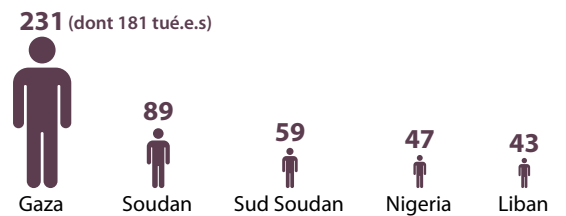
Travailleurs humanitaires : une insécurité croissante, surtout en contexte de conflit, principalement à Gaza

Nombre de travailleurs humanitaires tués



Source : Bureau de coordination des affaires humanitaires des Nations unies.

Top 5 des pays où le plus de travailleurs humanitaires ont été victimes d'attaques* en 2024



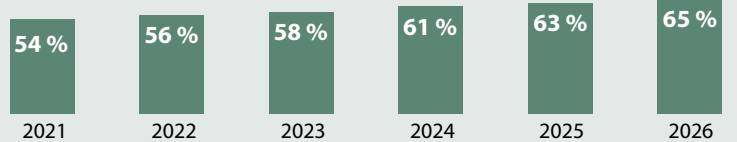
* Travailleur.se humanitaire tué.e, blessé.e ou enlevé.e
Sources : Aid Worker Security Database, Humanitarian Outcomes, Londres 2025. Bureau de coordination des affaires humanitaires des Nations unies.

Une peur croissante de la guerre de l'information



Part de personnes craignant qu'un pays étranger répande la désinformation dans son pays pour y semer la division

Source : Edelman Trust Barometer 2026. Etude auprès de près de 34 000 personnes dans 28 pays sur 5 continents.

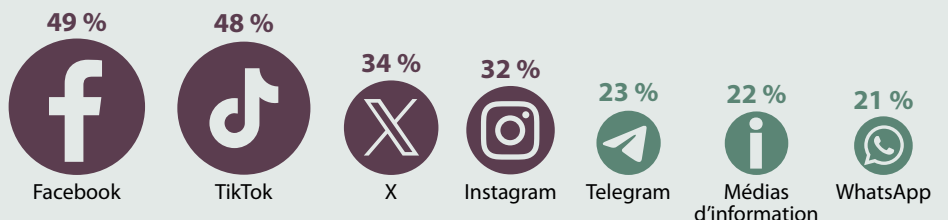


Une défiance à l'égard de l'information circulant sur les réseaux sociaux, mais pas sur les applications de messageries



Part de personnes considérant que tel média représente une menace de désinformation

Source : Reuters Institute Digital Report 2025. Etude auprès de près de 100 000 personnes dans 48 pays sur 5 continents.



Notre expérience

UN JOURNALISME
AU PLUS
PROCHE DES
PERSONNES ET
DE LA RÉALITÉ

Faïshal Ouédraogo, journaliste à Studio Yafa, interviewe une maraîchère à Ouagadougou au Burkina Faso. © Philippe Zoundi / Fondation Hironnelle



Adam's Kaled Ouedraogo, rédacteur en chef, et Samiratou Guiré-Ilbouido, coordinatrice de l'émission humanitaire « Faso Yafa », présentent le travail de Studio Yafa en matière de lutte contre la désinformation et d'aide aux personnes déplacées au Burkina Faso.

Quelle est la place de la désinformation dans le paysage médiatique actuel au Burkina Faso ? Quelles réponses Studio Yafa essaie-t-il d'apporter ?

Adam's Kaled Ouedraogo : Sur les réseaux sociaux, la désinformation est si massive et si bien articulée qu'il est difficile de croire que c'est le fruit du hasard. Par exemple plusieurs séries de messages ont annoncé des fausses nouvelles sur l'actualité politique ivoirienne. On sent qu'il y a du travail derrière, avec des fausses images crédibles, très bien faites. On voit aussi apparaître des vidéos de rues bien aménagées, très éclairées, supposément situées dans un pays alors que les images sont filmées dans un autre. Au Burkina Faso, Facebook est le réseau social le plus utilisé. WhatsApp également, de plus en plus, surtout

grâce à sa fonctionnalité de partage des messages vocaux, qui facilite la diffusion de contenus auprès de personnes peu alphabétisées, notamment dans les campagnes.

Avant de liker, de partager, il faut s'assurer que le contenu du post est bien vrai

Pour répondre à cette situation, nous avons créé une capsule audio de fact-checking diffusée tous les mercredis, « Yafa Vesgo ». Vesgo signifie « enquêter, chercher à comprendre » en mooré, langue la plus parlée au Burkina Faso. Nous donnons aux auditeurs les outils pour pouvoir vérifier l'information. Nous leur disons : avant de liker, de partager, il faut s'assurer que le contenu du post est bien vrai. Nous produisons « Yafa Vesgo » avec le média de fact-checking Fasocheck. Nous travaillons actuellement à la création de capsules de fact-checking vidéo destinées à être diffusées sur les réseaux sociaux.

Le Burkina Faso connaît une crise faite d'attaques terroristes et de conflits qui s'est traduite par des milliers de morts et un très grand nombre de déplacé.e.s internes depuis 2015. La désinformation atteint-elle particulièrement les communautés affectées ?

Adam's Kaled Ouedraogo : Très souvent, quand il y a une fausse information, il y a la volonté de manipuler. Cela ne peut que créer des préjugés à toutes les personnes qui absorbent cette désinformation. Mais les personnes qui n'ont pas beaucoup l'habitude des médias d'information peuvent plus facilement être trompées, car elles croient en général que ce qui se trouve sur les réseaux sociaux est vrai.

Samiratou Guiré-Ilbouido : Les personnes déplacées sont parfois soumises à des informations préjudiciables selon lesquelles il faut payer pour obtenir de l'aide. Ce sont le plus souvent des personnes mal intentionnées qui se font passer pour des agents de l'action sociale d'Etat ou d'organisations humanitaires, et qui profitent de la vulnérabilité de ces populations. « Faso Yafa », l'émission humanitaire que je coordonne, conseille aux personnes déplacées de ne pas payer et de se rendre directement au service d'aide concerné pour obtenir la vraie information. C'est une émission hebdomadaire de 30 min, qui fournit des informations utiles aux personnes déplacées internes. Lorsque ces personnes arrivent dans un lieu d'accueil, elles ne savent pas où obtenir un abri d'urgence, quelles ONG contacter pour avoir quelle aide, comment obtenir un accompagnement de l'Etat... « Faso Yafa » produit des émissions sur ces thématiques. Une fois par mois, l'émission est enregistrée au plus proche du terrain dans 9 régions du pays, pour rencontrer les gens, les écouter et les aider à s'orienter. Nous traitons de la prise en charge psycho-sociale des déplacé.e.s, invitons des psychologues, qui échantent avec elles et leur fournissent des informations pratiques. Après l'écoute des émissions, beaucoup de déplacé.e.s se tournent vers des structures sanitaires car ils vivent des situations de traumatisme. Ils n'arrivent plus à dormir, à travailler, ils n'ont plus goût à la vie du fait de toutes les atrocités qu'ils ont vues. Parce qu'elles sont produites sur place, les informations diffusées par « Faso Yafa » contribuent autant à juguler la désinformation qu'à rendre service aux personnes déplacées. ■

Témoignage

NOUS DONNONS LA PAROLE À DES PERSONNES SOUVENT IGNORÉES

Hadja Lahbib, commissaire européenne en charge de l'Égalité, de l'état de préparation et de la gestion des crises, expose les enjeux d'information et de communication auxquels est confrontée l'Union européenne dans ses opérations d'aide humanitaire.*

A quels enjeux l'Union européenne (UE) est-elle aujourd'hui confrontée en matière d'aide humanitaire ?

Hadja Lahbib : Depuis l'année dernière, nous assistons à des coupes importantes dans l'aide humanitaire, surtout de la part des États-Unis. Parallèlement, le droit international humanitaire est régulièrement bafoué, ce qui entrave l'accès à l'aide et met les travailleurs humanitaires en danger. Enfin, la désinformation est utilisée comme une arme en situations de conflits. Cela sape les efforts humanitaires et induit en erreur les populations auxquelles ils s'adressent.

L'une de nos priorités est de lutter contre ces discours préjudiciables. Pour ce faire, nous diffusons des informations précises et fiables sur notre action dans tous les domaines. La promotion des activités de nos partenaires renforce leur visibilité et contribue à contrer les fausses informations. Un exemple : en collaboration avec l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés, nous avons conçu un outil numérique pour mettre en valeur les informations fiables sur les plateformes. Cet outil aide les travailleurs humanitaires à repérer et à contrer la désinformation, notamment sur les personnes déplacées et apatrides.

Comment vous assurez-vous de respecter la dignité et l'autonomie des bénéficiaires de l'aide humanitaire ?

Tout ce que nous faisons repose sur le respect des personnes que nous aidons. En tant que donateur, nous avons la responsabilité de financer l'action humanitaire, mais aussi de faire évoluer la manière dont cette action est communiquée. Les bénéficiaires ne doivent pas être considérés comme des victimes passives, mais plutôt comme des narrateurs. Dans notre communication, nous nous efforçons de présenter des récits personnels qui mettent en lumière non seulement les difficultés auxquelles ces personnes sont confrontées, mais aussi leur force et la manière dont elles vont de l'avant grâce au soutien de l'UE. Nous les présentons comme des êtres humains dotés de dignité et de résilience, car c'est ce qu'ils et elles sont.

Le soutien aux médias locaux doit aussi faire partie de la solution

Les personnes que nous aidons le savent. Et les citoyens européens méritent de le savoir eux aussi, car ce travail est accompli en leur nom. L'UE est un acteur humanitaire fiable. Nous défendons toujours le droit international humanitaire. C'est notre responsabilité, et c'est une promesse qui mérite d'être tenue. ■



© Union européenne, 2024

Cela implique de faire entendre des voix, des points de vue locaux. Surtout en zones de crise, où les récits sont souvent dominés par des acteurs extérieurs. Nous veillons à écouter, à faire en sorte que les personnes touchées par ces crises puissent partager leurs expériences avec leurs propres mots. Avec leur consentement, nous mettons en avant les voix de personnes souvent ignorées. Le soutien aux médias locaux doit aussi faire partie de la solution. Cela implique de nouer des partenariats à long terme qui vont au-delà de la simple visibilité.

Qu'est-ce que l'UE gagne à donner la parole aux personnes qui ont besoin d'aide ?

En partageant des témoignages recueillis sur le terrain, nous contribuons à rendre notre action humanitaire plus compréhensible pour le grand public. Quand on parle de crises, on est submergé de chiffres. Au Soudan par exemple, 13 millions de personnes ont été contraintes de fuir leur foyer. Mais que signifie réellement ce chiffre ? Il est trop vaste pour qu'on puisse le comprendre, trop lointain pour qu'on puisse le ressentir. On oublie que chaque personne concernée est un visage, un nom, un être humain. Car au fond, ce ne sont pas les chiffres qui nous touchent, mais les histoires personnelles.

Ces témoignages révèlent également autre chose : dans un monde marqué par des crises de plus en plus nombreuses et un recul des engagements, l'UE est toujours présente, active et efficace. Nos partenaires sur le terrain le savent. Les personnes que nous aidons le savent. Et les citoyens européens méritent de le savoir eux aussi, car ce travail est accompli en leur nom. L'UE est un acteur humanitaire fiable. Nous défendons toujours le droit international humanitaire. C'est notre responsabilité, et c'est une promesse qui mérite d'être tenue. ■

La Fondation Hironnelle est une organisation suisse à but non lucratif qui assure aux populations confrontées à des crises un accès à des informations fiables, locales et indépendantes. Depuis plus de 30 ans (1995), elle soutient les médias et les journalistes locaux dans des contextes fragiles. A vocation globale et ancrée localement, elle crée des espaces de dialogue pour renforcer les liens et la cohésion sociale dans des sociétés fragmentées.

Impressum

Médiation

Semestriel publié par la Fondation Hironnelle

Directrice de la publication : Caroline Vuillemin

Conception, rédaction : Julie Crenn Benjamin Bibas / la fabrique documentaire, avec la participation d'Enzo Reggane

Conception graphique : Marek Zielinski

Traductions : Benjamin Bibas / la fabrique documentaire Julie Windebank

Impression : Groux & Graph'style

Avenue du Temple 19C
1012 Lausanne, Suisse

hirondelle.org
info@hirondelle.org
T. + 41 21 654 20 20

Pour nous aider :
UBS Switzerland AG
BIC - SWIFT : UBSWCHZH80A
IBAN :
CH39 0021 5215 3121 7002 T

ISSN 2624-8840 (Print)
ISSN 2624-8859 (Online)